

ELEVAGE ET VIANDE

Interrogations, critiques, controverses et contestations

Rémi Mer, consultant et journaliste

remi.mer@wanadoo.fr

Dès les fondements de l'agriculture, l'élevage et la compagnie d'animaux ont été de pair pour les éleveurs et les communautés rurales. Les animaux rendent service aux hommes, sous forme de production de lait, de laine ou d'œufs et plus rituellement par le sacrifice des animaux et la présence de viande dans les régimes carnivores. Les critiques adressées à l'élevage sont récentes et contemporaines, mais elles sont croissantes et de plus en plus vives, notamment sous la pression de mouvements « animalistes », dont les plus extrémistes veulent purement et simplement l'abolition de l'élevage.

De l'interrogation au rejet, voire à l'aversion

Tous les consommateurs ne se posent pas de questions à chaque acte d'achat. Ces questions peuvent alors apparaître brutalement à l'occasion de crises comme la vache folle (ou la dioxine en Belgique) ou de scandales comme l'affaire des « lasagnes de cheval ». Les médias ont ici un rôle de révélateur des questions latentes. L'analyse de ces questions sur la durée oblige à être prudent sur le phénomène de « publicisation ou de confinement » des problèmes, ou ce qui fait qu'à un moment de l'histoire, tel produit ou tel mode de production, voire tel process industriel soulève -ou non- des questions dans l'opinion publique.

Il faut d'emblée imaginer une graduation dans l'attitude et le positionnement des consommateurs, dans leur extrême diversité. Cela va depuis l'indifférence (passivité momentanée), les interrogations ou critiques légitimes, jusqu'aux contestations sous forme de rejet et de blocage, ou pire, d'aversion et de dégoût. Ces dernières attitudes peuvent amener certains consommateurs à exclure la viande et tous les produits animaux (*cf mouvement « vegan »*). Ces différents mouvements d'opinion donnent lieu à de multiples controverses. La défiance mise à jour dans les sondages ne se traduit pas systématiquement dans les actes d'achat ; par contre, elle est périodiquement réactivée lors des crises. Celles-ci suscitent en retour des remises en cause chez les acteurs des filières concernées et en premier lieu, les éleveurs, au sujet de leurs pratiques et plus largement de leur métier, déjà bien secoué par les crises économiques.

Les interrogations légitimes

Les demandes sociales vis-à-vis de l'élevage sont très diverses ; elles s'expriment à travers des sondages, lors de manifestations sociales relayées par les médias, mais aussi par les actes d'achat. Ces demandes évoluent dans le temps et traduisent des sensibilités de « l'opinion publique » qui portent sur l'agriculture, comme sur l'alimentation, l'environnement, la santé... Autant de thèmes sensibles qui mettent l'élevage -et la viande- au cœur de l'actualité. La dernière édition de l'Eurobaromètre en 2015¹ confirme l'intérêt des Européens pour leur agriculture. Ils en attendent d'abord une production saine et de bonne qualité. Derrière le critère majeur de la qualité, le bien-être animal détrône désormais

¹ Sondage réalisé fin octobre 2015 auprès de 27822 personnes des 28 Etats-membres. Résultats complets et fiches par pays disponibles sur le site de la CE : http://ec.europa.eu/agriculture/survey/index_fr.htm

la protection de l'environnement sur le podium des responsabilités attendues des agriculteurs. Les attentes sont loin d'être homogènes au sein de l'UE. Les Belges sont plus attachés à la diversité et à la qualité. Par contre, les Français semblent plus sensibles au bien-être animal... et au revenu des producteurs.

Responsabilité des agriculteurs	UE 28	Belgique	France
● Offrir une diversité de produits de qualité	42	51	42
● Assurer le bien-être des animaux d'élevage	35	23	41
● Protéger l'environnement	30	34	40
● Maintenir l'emploi en zones rurales	29	27	32
● Assurer l'autosuffisance alimentaire	25	36	19

Sur le bien-être animal (élément de la conditionnalité de la PAC), on dispose de 2 Eurobaromètres réalisés en 2005 et 2015². La quasi-totalité des Européens (94% !) estime important –et même comme un devoir - de protéger le bien-être de tous les animaux et en premier lieu, des animaux d'élevage. Près des deux-tiers souhaiteraient avoir plus d'information sur les conditions d'élevage (+5 points en moyenne /2005).

Bien-être des animaux d'élevage	UE 28	Belgique	France
● Très important /important	57/37	62/36	55/39
● Doit être mieux protégé	82	71	88
● Etre plus informé des conditions d'élevage	64	60 (+5)	72 (+9)
● Pour des normes de bien-être internationales	93	92	94
● Prêts à payer plus cher	59	63	68

Des éléments d'explication

Les évolutions sociales depuis le milieu du 20^{ème} siècle ont conduit une grande partie de la population devenue en majorité urbaine, à perdre tout contact avec les éleveurs et les conditions de production de ce qu'ils mangent. Dans le même temps, les urbains ont adopté de plus en plus d'animaux de compagnie (chats, chiens...), ce qui va changer leur rapport à l'animal et à la nature. Cette distance avec l'origine des produits s'est accentuée avec l'industrie agro-alimentaire qui transforme l'animal d'élevage en viande (par le passage à l'abattoir), voire en produits industriels élaborés. Sur cette même période, l'élevage s'est fortement industrialisé depuis les années 50-60 avec de nouvelles méthodes de production (hors-sol, progrès technique en génétique et alimentation...). La concentration des fermes entraîne des élevages de plus en plus imposants, et donc de moins en moins nombreux. Cette « industrialisation » diminue la visibilité physique des animaux dans le paysage, mais aussi des éleveurs dans le paysage social cette fois.

L'évolution vers des modes de production industriels est perçue comme une « artificialisation » de l'élevage et un éloignement des processus « naturels ». Elle est d'ailleurs facilement présentée comme telle dans les médias et par les ONG critiques. Ces

² Attitudes des Européens à l'égard du bien-être animal : <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/search/bien-%C3%AAtre%20animal/surveyKy/2096>

deux évolutions parallèles (sociétale et agricole) sont concomitantes à la révolution agricole de l'après-guerre. Un tel basculement historique est analysé comme une rupture dans les civilisations occidentales. En quelques décennies, d'une génération à l'autre, les consommateurs sont passés d'une relation de proximité à une prise de distance et une incompréhension des pratiques de l'élevage et plus encore pour certaines filières. Cette révolution sociologique est aussi culturelle : on passe progressivement selon les anthropologues d'une population de « zoophages » (mangeur d'animaux, de bêtes...) aux « sarcophages » (mangeur de chair, de viande...), devenus apparemment majoritaires. Mais le choc des révélations autour de certaines conditions d'élevage et plus encore de l'abattage n'en est que plus troublant, voire révoltant pour le consommateur, déjà défiant vis-à-vis des filières alimentaires. Les pratiques d'élevage sont donc loin d'être une évidence pour tous ceux qui vivent aujourd'hui en milieu urbain et qui n'ont plus guère l'occasion de visiter des élevages à proximité de leur lieu d'habitation³.

Questions du zoophage : (références visuelle et culturelle à l'animal)	Questions du sarcophage : (absence de références à l'animal vivant)
Origine de l'animal, Modes d'élevage : alimentation, soins, bien-être animal, impact environnemental (dont GES) Transport et surtout abattage Ethique de l'élevage / Statut de l'animal	Origine de la viande, Composition (teneurs en...), Qualité globale, emballage... Effets sur la santé (nutrition, risques de cancer...)
+ questions du sarcophage	Déni de l'abattage, du « meurtre alimentaire »

Le poids des crises sanitaires

Depuis 50 ans, de nombreuses crises ont secoué l'élevage (*cf tableau*). Parmi celles-ci, la plus forte est incontestablement celle de la vache folle avec 2 épisodes. Le 1^{er} en 1996 révèle le lien potentiel entre la consommation de viande d'animaux malades de l'ESB et l'apparition de la maladie de Creutzfeldt –Jacob ; il touchera en priorité l'élevage britannique, puis par ricochets les autres élevages européens. La seconde crise en 2000 naîtra du risque perçu d'entrée dans la chaîne alimentaire au niveau d'un abattoir français d'animaux malades, présumés dangereux pour la santé humaine ; elle deviendra très vite une affaire politique franco-française, puis européenne, et enfin mondiale. Dans ce contexte, plusieurs décisions politiques seront prises en matière de sécurité alimentaire, dont la création d'agences dédiées : l'AFSSA en France (1999) et l'Afssa en Belgique (2000), amplifiée ici par la crise passée de la dioxine. La crise de la vache folle marquera un virage crucial sur les questions posées à l'agriculture et à l'élevage en particulier, mais aussi à l'alimentation⁴.

Quelques « crises » liées à l'élevage et/ou à la viande	
● Poulets aux hormones (~1960)	● Dioxine (1999),
● Veaux aux hormones (~1980)	● Fièvre aphteuse (2001)
● Hormone laitière (1995 ; 2005)	● Grippe aviaire - H5N1 (2004)
● Vache folle (1996 ; 2000 ; 2003)	● Lasagnes / viande « de cheval » (2013)

³ Selon l'Eurobaromètre de 2005, un tiers des sondés n'a jamais visité d'élevage et moins de 40 % en ont visité plusieurs fois, tous élevages confondus.

⁴ Cf Analyse de la crise et des attentes sociales dans *Le Paradoxe paysan*, Rémi Mer (Ed L'Harmattan, 1999)

Lors des crises, les médias et les journalistes font leur travail d'investigation pour identifier l'origine du problème (traçabilité), susciter les acteurs et les experts. Au passage, ils révèlent les dessous de l'affaire et des filières (transparence, ouverture de la boîte noire) ; ils somment les politiques de prendre des mesures adéquates et se font les porte-parole des victimes éventuelles (responsabilité). Les médias ne sont pas seulement révélateurs, mais aussi dénonciateurs de failles dans la chaîne de sécurité alimentaire ou de scandales. Lors de cette longue crise, la viande de bœuf sera remise en cause comme aliment vital, source de vie, pour devenir une menace, un risque potentiellement mortel, si toutes les sécurités ne sont pas prises.

De même la transparence invoquée concerne les modes d'alimentation des animaux (ex : farines animales), l'organisation des filières et leur traçabilité, y compris dans les échanges internationaux, la valorisation des produits et sous-produits, voire des déchets (carcasses). Les consommateurs en arrivent à douter de tout, de l'origine, de la composition.... La méfiance s'installe devant le risque potentiel et la menace de contamination. Les filières se réorganisent en renforçant la traçabilité ou en précisant l'origine des animaux comme des produits transformés. Dans de telles situations, l'opinion publique est très largement prise à témoin, en faisant pression sur les élus et les gouvernements. Ceux-ci mettent en place de nouvelles réglementations, des politiques publiques de santé publique au-delà des seules politiques agricoles. A cette occasion, les questions éthiques portent sur le sens des modes de production (« vache folle = monde fou »), sur la responsabilité des acteurs, notamment lors de phases judiciaires (procès intentés par les victimes).

L'élevage, une « domestication » mal assumée

L'élevage comprend des élevages différents « par nature » et par destination comme les herbivores pour le lait et la viande et les granivores, essentiellement à destination de viande. Certains élevages sont spécifiques comme les poules pondeuses ou les ovins et caprins (voire les lapins) pour la production de laine...D'autres élevages comme les chevaux sont le plus souvent à destination de loisir avant d'être valorisées sous forme de viande. L'élevage est de plus en plus distant, invisible, voire caché. L'élevage est souvent à l'origine multifonctionnel à travers les produits (lait, viande, œufs...) et les sous-produits (ex : peaux/cuir, corne, plumes...). Il faut également citer la traction animale et la valorisation des déjections comme fertilisant et dans certains pays, comme source d'énergie. Dans nombre de cultures, l'animal de rente ou de trait représente aussi un élément de patrimoine, un signe de richesse, et un capital sur pied (vaches grasses),

Si les crises sanitaires, mais aussi économiques favorisent les remises en question, les controverses apparaissent dans les médias et dans les débats publics sur les types ou modes d'élevage, ravivant la guerre symbolique des « modèles » :

- Elevage industriel vs élevage conventionnel ou biologique,
- Elevage confiné (en cages, « concentrationnaire », attachés...) vs élevage plein air
- Elevage intensif (ex : sur caillebotis, feed lots US, avec OGM, voire hormones) vs élevage extensif, fermier (en plein air, sur paille, élevage « sans » OGM, antibiotiques...)
- Petits élevages familiaux vs « fermes-usines », « élevages XXL »...

Dans cette bataille de l'image ou de l'opinion, tous les élevages ne sont pas traités de la même façon. Certains ont « meilleure presse » que d'autres (le petit, le bio, le naturel...) ;

certaines élevages sont à l'inverse stigmatisés et pointés du doigt (ex : porcs dans le cas des nuisances olfactives ou les pollutions des algues vertes dans certaines régions comme la Bretagne).

De même, la sensibilité au bien-être varie selon les espèces : les critiques sont nettement plus vives pour les poules pondeuses devant l'élevage de porcs et enfin l'élevage laitier.

Perception du bien-être animal (Eurobaromètre 2005)	Très bon	Plutôt bon	Plutôt mauvais	Très mauvais	NR
Vaches laitières	10	56	20	5	10
Porcs charcutiers	5	40	33	11	12
Poules pondeuses	4	28	36	22	9

A l'occasion d'enquêtes sur des thèmes qui touchent de près ou de loin à l'agriculture et à l'élevage, ou de documentaires à charge, de « nouvelles » techniques et pratiques d'élevage sont révélées (ou dévoilées) et font l'objet de questionnement, de dénonciation, voire de critiques ou de contestations. C'est le cas de modes d'élevage en cage et de pratiques inconnues du grand public comme la castration des porcs, la caudectomie des porcelets (queue), l'ébecquage de volailles, l'écornage des bovins, la contention des truies en cage (volailles et lapins), l'élimination de poussins mâles ou de porcelets chétifs. Et les multiples révélations récentes sur les (mauvaises) pratiques d'abattage en France par l'association L214 ont mis cette question sur la place publique et provoqué la mise en place d'une mission parlementaire qui a remis son rapport en septembre 2016.

L'acceptabilité en questions :

La question même de l'acceptabilité est relativement récente ; elle traduit souvent les problèmes d'intégration (et d'acceptation) dans un milieu socioéconomique, qu'il soit local (gestion des nuisances et des pollutions) ou plutôt national. Il faut dire que tout laissait penser que l'élevage allait de soi (quelle qu'en soit la forme), notamment dans des régions dites « traditionnelles d'élevage ». Mais l'arrivée de nouveaux habitants (néoruraux et/ou retraités) comme les questions d'ordre éthique ont bouleversé cet équilibre, presque millénaire, signe latent d'une civilisation à dominante « rurale », aujourd'hui marginalisée.

Une étude des sources de contestation de projets de création ou d'extension de porcheries en Bretagne auprès de partisans et d'opposants révèle que la taille n'est pas un facteur-clé d'apparition de conflits de voisinage. Par contre, la nature des relations sociales locales est décisive. Les éleveurs sont souvent surpris de cette levée de boucliers..., notamment lors des enquêtes publiques et se retrouvent désarmés, faute d'anticipation, ou par sous-estimation des risques d'opposition et des critiques (nuisances, pollution, flux de camions, valeur des biens...). Les conflits sont bien la preuve d'incompréhensions à la fois individuelle et collective, venant de part et d'autre. Seul, une communication de proximité avec les voisins, est de nature à favoriser la levée de ces préjugés et tenter de comprendre les problèmes ou craintes de l'autre en tentant d'y répondre pour vivre ensemble sur le même territoire.

De manière plus générale l'acceptabilité -ou la durabilité selon certains- concerne les modes d'élevage, l'alimentation (ex : maïs-soja), et la protection de la santé en lien avec l'usage d'antibiotiques, d'« hormones », ou de facteurs de croissance, encore admis dans certains pays. La ligne de démarcation entre les pratiques « naturelles » d'une part et « artificielles » ou industrielles de l'autre semble un des points de repère des traitements médiatiques,

comme des représentations ou des visions du monde qui entourent l'élevage en général et plus largement l'alimentation contemporaine⁵.

Les questions sur l'abattage -normal ou rituel- ne sont pas nouvelles ; elles sont devenues publiques (et donc non confidentielles) à la faveur d'actions des ONG « animalistes », comme L214 en France ou Gaïa en Belgique, avec la parution de nombreux livres dédiés à la cause animale. Ces interrogations sont très largement reprises par les médias⁶. De fait, les auteurs de nombreux essais sont eux-mêmes des journalistes notoires⁷ et animent des émissions et des débats sur ces thèmes, le plus souvent en l'absence de représentants d'éleveurs.

En France, l'IFIP a fait le tour des controverses liées à l'élevage en France et dans plusieurs pays d'Europe⁸. Elles concernent le bien-être animal, l'environnement, la santé -dont l'usage des antibiotiques-, et les conditions d'élevage (industriel et intensif). Les débats sont très vifs et souvent caricaturaux dans les médias, mais aussi sous l'influence d'ONG militantes. La question de la consommation de viande -et donc de l'abattage- est devenue centrale et souvent minimisée en tant que telle. Au-delà de la différence entre les zoophages et les sarcophages, les critiques et débats autour de l'élevage intègrent souvent (mais pas systématiquement) la question de la viande à laquelle les consommateurs restent attachés. Par contre, les remises en cause de la viande, notamment par les végétariens, renvoient quasi systématiquement au procès de l'élevage industriel (production de « minerais » à partir « d'animaux-machines »).

Dans ces débats publics, l'élevage apparaît plus souvent dans sa dimension négative (non-respect de l'environnement et de l'animal) que comme une activité de production de multiples biens et de services (environnementaux, emploi, aménagement, biodiversité...)⁹. Son rôle dans une agriculture multifonctionnelle et agro-écologique passe alors au second plan, quand il n'est pas purement et simplement occulté. Dans ces débats, la balance est déséquilibrée : les « externalités » négatives (multiples et très présentes) dominent largement les « aménités » positives (mal identifiées et peu présentes). Pas étonnant dès lors que les éleveurs soient déstabilisés dans leurs pratiques comme dans leur vision du métier, voire leur légitimité en général ou pire, sur leur propre territoire.

Sur cette dernière décennie, les réglementations (internationales, européennes ou nationales¹⁰) comme les politiques publiques (conditionnalité PAC, 2007) vont toutes dans le sens d'une meilleure prise en compte du bien-être animal et un renforcement des normes

⁵ Critiques de l'alimentation contemporaine : la place du naturel <http://alimentation-sante.org/wp-content/uploads/2015/01/LettreScientifiqueNaturel.pdf>

⁶ Voir éditoriaux édifiants de Laurent Joffrin de Libération : http://www.liberation.fr/france/2016/09/20/progres_1504338 ou de Jacques Julliard dans Marianne : <http://www.marianne.net/souffrance-animale-appelons-pitie-supreme-100241981.html>

⁷ Cf Les livres de Franz-Olivier Giesbert : « L'animal est une personne » (Fayard, 20014), « Manifeste pour les animaux » (Autrement, 2014) ou d'Aymeric Caron : « No Steak » (Fayard, 2013) et plus récemment « Antispéciste » (Don Quichotte, 2016)

⁸ Synthèse disponible : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/publications/notes-et-etudes-socio-economiques/article/les-debats-de-societe-sur-l>

⁹ Cf travaux du GIS « Elevages demain » sur l'acceptabilité et les services rendus : <http://www.gis-elevages-demain.org/Publications-du-GIS/Communications-et-articles/Services-rendus-par-l-elevage/Plaquette-Seminaire-2014-du-GIS>

¹⁰ En janvier 2015, l'Assemblée nationale française a voté le projet de loi reconnaissant l'animal comme un « être vivant doué de sensibilité » dans le Code civil.

(ex surface disponible par animal, modes de contention et d'abattage...) et par conséquent des contrôles.

Les critiques anciennes et nouvelles :

Avant les années 70, on relève peu de critiques de l'élevage, tout juste des critiques « locales » ou historiques comme les mesures nationales très anciennes pour assurer dès le 18^{ème} siècle la salubrité des abattoirs et des boucheries urbaines. Au contraire, on assiste plutôt à des encouragements à « produire plus » comme la Loi sur l'élevage de 1962, les plans de développement des années 80. Parallèlement l'essor des industries de la viande se fait sans interrogation spéciale, hors les conditions de rémunération et d'emploi dans les abattoirs (ex : troubles musculo-squelettiques-TMS).

Dans les années 70, les critiques viennent plutôt des associations de consommateurs, voire éthiques plus qu'environnementales. Elles portent sur l'innocuité des produits en lien avec la question des hormones, mais aussi sur l'alimentation des animaux dépendant du soja, notamment brésilien en lien avec la question de la déforestation de l'Amazonie, cette critique venant en priorité des organisations tiers-mondistes. Entre les années 90-2010, les critiques émanent plus des organisations environnementales, puis de la société en général pour les questions éthiques et de santé publique. L'impact de l'élevage sur l'environnement (pollution, contribution au changement climatique) est ainsi remis en cause. Les deux crises successives de la vache folle (1996, 2000) induisent de nouvelles questions sur les modes de production (alimentation « hors-sol », farines animales), sur les filières, présentées comme opaques, mais aussi sur le bien-être animal et plus largement le statut de l'animal. Il est vrai que les images d'animaux malades, les abattages préventifs de troupeaux, les charniers en plein air liés aux abattages massifs (et à la fièvre aphteuse) posent question ! A la même époque (avril 1996), l'affaire de la brebis « Dolly » met le clonage animal sur la place publique, ce qui soulèvera des questions éthiques sur le progrès scientifique.

A partir des années 2010, les critiques deviennent plus globales et convergentes. Elles cumulent les interrogations environnementales (pollutions élargies au changement climatique, par les émissions de gaz à effet de serre), mais toujours sanitaires, et de plus en plus éthiques, morales. Les questions « religieuses » réapparaissent à la fois sur les régimes alimentaires (ex. : viande dans les cantines scolaires) et plus encore sur les abatages rituels (halal et casher). Dès lors, le poids de la religion et des croyances rendra le débat et l'échange d'arguments plus difficile, voire impossible. Sur la période récente, on a vu croître depuis quelques années les critiques sur le bien-être animal en fonction des modes d'élevage révélés au grand public. Mais les questions sur la souffrance animale sont encore plus vives et fréquentes, dans l'élevage bien sûr mais aussi lors de l'abattage. A l'instigation des mouvements « vegan » qui ont le soutien non négligeable de leaders d'opinion (dont de nombreux philosophes, scientifiques et journalistes !), c'est la présence même de l'élevage et la consommation de viande qui sont sur la sellette. Les émissions, reportages et articles sur « *Faut-il (encore) manger de la viande ?* » sont légion à la faveur de scandales dénoncés dans les abattoirs ou de rapports -même contestés- comme celui du CIRC en 2015 sur le lien entre la consommation de viande et de charcuterie et le risque de cancer. A chaque fois ou presque, l'industrialisation de l'élevage, les formes « concentrationnaires », le « gigantisme » comme dans le cas de la « ferme des 1000 vaches », des 1000 veaux, des 10000 cochons... font l'objet de critiques. Pendant ce temps, la question du changement climatique (causes, solutions) reste à l'agenda politique. De leur côté, les modes d'action des consommateurs-

citoyens privilégient la modification des régimes alimentaires, dont la réduction de la consommation de viande.

Les termes à venir du débat : réconciliation ou divorce ?

Les critiques de l'élevage portent plus rarement sur les risques de contamination (transmission de maladies), ou sur les menaces pour la biodiversité (naturelle, sauvage, alimentaire), mais plutôt sur les usages ou l'exploitation de l'animal (considéré comme « animal machine » ou animal de laboratoire), et de plus en plus sur la souffrance animale à travers des dénonciations de mutilations », de maltraitance, ou de mauvais traitements, y compris lors du transport. De plus, la remise en question de l'abattage est plus récente et beaucoup plus difficile à argumenter ou à défendre.

Les mouvements animalistes portent à la fois sur le statut de l'animal¹¹ et les usages de l'animal dans l'expérimentation des industries médicales ou cosmétiques (anti-vivisection), pour des fourrures (ex : visons), des modes de chasse, à des usages de loisirs (cirques...). Les dénonciations plus frontales et radicales sur l'élevage sont ciblées d'abord sur certains types d'élevage (« Stop gavage », devenue L214, contre le foie gras, poules pondeuses en batterie...). Les mouvements de protection animale, soucieux du bien-être animal (dits *welfaristes*) comme CIWF (1967) /Welfarm (1995), le PAMF (2010) se différencient des mouvements antispécistes, abolitionnistes, très proches des mouvements végans¹², comme L 214 (2008), Gaia (1992), PETA (1980)...- avec ses porte-parole et ses relais d'opinion. Les formes de manifestation du mouvement vegan restent le plus souvent festifs à travers des happenings ou des fêtes (Veggie pride) ; d'autres actions menées, notamment en Grande-Bretagne par des activistes visent à libérer des animaux de laboratoire, mais aussi d'élevages. Les militants de la cause animale font pression sur la composition des menus scolaires (ex. : un jour sans viande », villes sans viande...), en cherchant à promouvoir des alternatives à la viande (viande in vitro, insectes...). Certains plaident pour l'ouverture de refuges, type SPA, pour animaux. Ces mouvements font également pression sur les distributeurs et les enseignes de restauration. Ces « dénonciations » viennent de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur par des témoignages de « tueurs » des abattoirs, d'éleveurs...

La montée en parallèle des préoccupations liées au bien-être animal et du phénomène vegan sous l'influence des antispécistes vont renforcer les questions autour du statut de l'animal (être sensible doté de « sentience »), de l'animal sauvage/ domestique, de l'animal /homme. Dès lors, le végétarisme s'oppose au carnisme. En devenant radicaux, ces débats confirment les « problèmes publics » de l'élevage, tenaillés entre des mouvements sociaux qui s'appuient sur les médias pour influencer les « politiques » et les acteurs économiques. Par extension, l'industrialisation des modes de production (robotisation, génomique, concentration...) est elle aussi questionnée. Si les opérateurs économiques cherchent à s'adapter pour répondre aux attentes des consommateurs et des ONG, il faut regretter que les éleveurs soient très souvent absents des débats. Même la presse professionnelle hésite à aborder ces questions sensibles.

¹¹ Les mouvements de défense de l'animal sauvage en zones d'élevage comme le loup dans les Alpes, ou l'ours dans les Pyrénées...sont plus portés en France par les organisations environnementalistes.

¹² Dans les pays anglo-saxons et plus récemment en France, le végétarisme croît et représente une part non négligeable de l'électorat, notamment chez les jeunes

Quelques recommandations :

Devant l'agressivité et parfois la violence des critiques, le risque naturel serait de tomber dans le déni du bien-fondé des questions posées, de se focaliser sur les ONG les plus actives en criant au complot ou de se limiter aux critiques elles-mêmes, sans voir leur caractère plus global. Pour sortir des conflits et mieux anticiper ces sources d'incompréhensions la communication de proximité doit être privilégiée pour lever ces préjugés, dépasser les caricatures et au passage renforcer la fierté des éleveurs. Cela revient à travailler sur l'image (les perceptions et représentations) comme sur l'identité (les pratiques, les systèmes de production). L'objectif annoncé en France est de produire en 2022 près de 50% d'œufs « alternatifs ». De même, un quart des porcs allemands serait déjà positionné sur ces normes de bien-être, avec le soutien des distributeurs. L'urgence et les priorités sont bien de réconcilier les citoyens avec l'élevage comme avec la viande, d'éviter les réglementations spécifiques, et de rechercher en même temps plus de valeur ajoutée.

L'élevage intensif pâtit d'une mauvaise image ; il est souvent associé à la souffrance animale. L'acceptabilité des élevages est donc bien posée ; il faut dès lors accompagner les porteurs de projet pour se préparer à mieux communiquer sur leurs élevages. Les (futurs) éleveurs¹³ doivent être sensibilisés au plus vite à ces questions de bien-être. Heureusement, la nouvelle génération d'éleveurs est plus prête à communiquer. Les remises en cause de l'élevage industriel et de l'abattage ne vont pas s'estomper. Il ne s'agit pas tant de communication, en ciblant par exemple les influenceurs, que de dialogue, pour faire émerger et accepter les désaccords ou malentendus, et parfois de médiation... ou encore de concertation. Car les exigences de qualité, de naturalité et de bien-être animal représentent un mouvement de fond. Le climat actuel de tension n'est durable pour personne (éleveurs compris). Si les pionniers s'adaptent en conséquence, les investissements et les coûts induits freinent le mouvement de re-qualification. Il faudra sûrement du temps pour trouver un nouvel équilibre...

¹³ A signaler ce site très pédagogique sur ces questions : <http://www.bien-etre-animal.net/partie-6-les-approches-didactiques-relatives-au-bien-%C3%AAtre-animal/pratiques-enseignantes/philo-et-zootechne/>